

Copyright 2005 Agence France Presse
All Rights Reserved
Agence France Presse

3 novembre 2005 jeudi 3:48 PM GMT

LONGUEUR: 562 mots

TITRE: Les aides de la **PAC**, objet de polémiques dans les négociations de l'OMC (PAPIER D'ANGLE)

AUTEUR: Par Christian CHARCOSSEY

ORIGINE-DEPECHE: PARIS 3 nov 2005

TEXTE-ARTICLE:

Les révélations distillées en France et en Europe sur les plus gros bénéficiaires des aides de la **Politique agricole commune** mettent en difficultés ses défenseurs, France en tête, déjà vivement attaqués dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce.

"Ces révélations tombent à pic au moment où l'agriculture est victime d'attaques au sein de l'OMC de la part des Etats-Unis et des pays les plus libéraux comme la Grand-Bretagne", a déclaré à l'AFP Jean-Bernard Bayard, secrétaire général adjoint de la FNSEA, le principal syndicat agricole français.

Avec 9,418 milliards d'euros en 2004 (22,1% du total), la France est le principal pays bénéficiaire des aides agricoles européennes, selon le ministère français de l'Agriculture. Les plus gros bénéficiaires de la **PAC** reçoivent chaque année plusieurs centaines de milliers d'euros.

La FNSEA se demande "qui est à l'origine des fuites alors que la Commission européenne n'a pas le droit de communiquer sur ce sujet".

Seuls les Etats membres de l'UE ont cette possibilité comme le rappelle Pierre Boulanger, assistant de recherche au Groupe d'économie mondiale (GEM) de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, auteur d'une étude intitulée "la **Politique agricole commune**, le moment de vérité en France ?".

Pour le moment, selon lui, seules la Grande-Bretagne, la Finlande, le Danemark, la Suède et trois provinces autonomes espagnoles (Castille-la-Manche, Andalousie, Estrémadure) ont publié la liste des bénéficiaires. En Angleterre, y figure notamment la reine Elizabeth II d'Angleterre.

"Le plafonnement des aides pour chaque exploitant a été refusé il y a quelques années par la Grande-Bretagne", rappelle Henri de Benoist, l'ancien président de l'AGPB (Association générale des producteurs de blé), dont la famille exploite une ferme de 270 hectares à Bouconville-Vauclair (Aisne).

M. de Benoist, qui est "pour ce plafonnement à condition qu'il ne soit pas brutal", explique qu'il sera favorable à la révélation des aides européennes "le jour où en France il sera possible de connaître le revenu de chacun", ce qui est encore loin d'être le cas.

En France, les chambres départementales d'Agriculture ont refusé au chercheur de Sciences-Po l'accès au "listing" des exploitations agricoles. Une demande

auprès de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) est restée sans réponse, selon M. Boulanger.

Pour l'IEP Paris, "les subventions agricoles actuelles sont sources d'inefficiences et d'injustices criantes".

M. Boulanger, qui affirme s'appuyer sur des chiffres de Bruxelles, "les 2.530 plus grandes exploitations françaises (moins de 1% du total) reçoivent plus de subventions que les 182.270 plus petites (près de 40% du total).

Dans un document intitulé "plafonner et répartir les aides, c'est préparer une autre **PAC**", la Confédération paysanne, deuxième syndicat agricole et proche des altermondialistes, a appelé "le gouvernement français et les responsables de l'UE à plus de cohérence, d'équité et de transparence dans la gestion des aides publiques à l'agriculture".

Les amis de José Bové ont décidé de donner l'exemple en révélant les aides qu'ils touchent: en 2004, les GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun) de Régis Hochart (Tarn-et-Garonne) et Gérard Durand (Loire-Atlantique), les deux porte-parole de la Confédération paysanne, ont ainsi touché 2.750 et de 15.800 euros.